

## Alain Juppé sur l'insécurité à Mayotte : « Je n'avais pas pris conscience de la gravité de la situation »



Les acteurs de la société civile de lutte contre l'insécurité, l'immigration et la délinquance des jeunes rencontraient le candidat et maire de Bordeaux pour l'évocation de la situation de l'île, après sa visite du CRA et du quartier de Mangatélé à Kawéni. Une visite politique dans le cadre de l'élection de la primaire à droite.

[Page 2](#)

### Faits divers

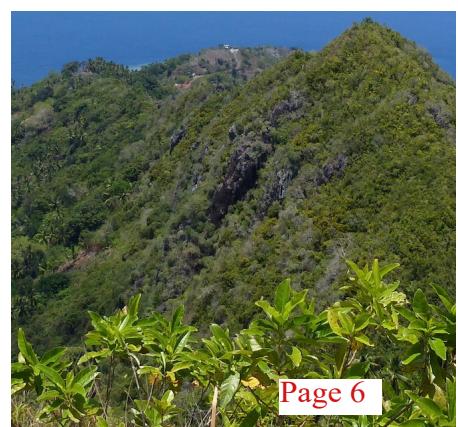
Fin de garde à vue pour le responsable d'une famille d'accueil, mais poursuite de l'enquête



[Page 4](#)

### Environnement

Les artistes comoriens s'unissent pour sauver la forêt avec l'ONG Dahari



[Page 6](#)



Votre portail captif par

 Alter 6.com  
Alternative System

**Alter 6.com**  
Alternative System



Votre partenaire  
informatique  
à Mayotte

## Politique

# Alain Juppé sur l'insécurité à Mayotte : « Je n'avais pas pris conscience de la gravité de la situation »



*Alain Juppé présidait la table ronde sur la jeunesse*

**Les acteurs de la société civile de lutte contre l'insécurité, l'immigration et la délinquance des jeunes rencontraient le candidat et maire de Bordeaux pour l'évocation de la situation de l'île, après sa visite du CRA et du quartier de Mangatélé à Kawéni. Une visite politique dans le cadre de l'élection de la primaire à droite.**

Mayotte n'est évidemment pas saisie par la même ferveur qui entourait la venue du candidat Hollande en mars 2012, à deux mois des présidentielles. Alain Juppé est pour l'instant un candidat à la primaire en novembre 2016 de son parti Les Républicains « et de l'ensemble de la

droite et du centre », précise-t-il, un parti que les tiraillements internes incitent certains à avancer, au fur et à mesure de la chute de la cote de popularité de Nicolas Sarkozy.

Pour l'instant, le candidat Juppé ne veut pas trop qu'on lui en parle de la présidentielle, « arrêtez ! Vous allez me porter la poisse ! », s'exclamait-il quand ses interlocuteurs évoquaient l'Elysée.

Mayotte ne ressemble plus à celle qu'il a connue en 1990, « les femmes faisaient des bisous, maintenant ce sont des selfies ! ». On connaît mal Alain Juppé sur ce terrain de l'humour, qu'il n'utilisera plus trop lors des

échanges ultérieur. Mais évoquait un attachement à l'Outremer transmis « par vous savez qui ! », en appelant à avoir une pensée pour Jacques Chirac, en mauvaise santé.

Dès le départ, Alain Juppé donne le ton, mais encore à la mesure de la situation : « Ma visite du CRA me porte à croire que cette structure de 25 millions d'euros, c'est un peu le tonneau des Danaïdes, qui se remplit au fur et à mesure qu'on le vide. Notre politique migratoire est en échec ici. De même que pour la délinquance, la force doit rester à la loi. Nous devons repenser notre politique pénale, car sans sanctions, il n'y aura pas d'évolution. »

Lors d'une conférence de presse, il détaillera ce point qui sera un des chapitres de son livre « Pour un Etat fort » qui sort le 6 janvier 2016 : « Une opposition à la politique Taubira qui n'envoie plus en prison faute de place. 70% des peines prononcées par les tribunaux sont allégées, et nous n'arrivons pas à faire respecter les peines alternatives faute de moyens. » Pour Dominique Perben, ex-Garde des Sceaux qui l'accompagne, il faut « séparer la justice civile de la justice pénale. Le même juge ne peut pas à la fois accompagner l'enfant et le sanctionner. »

## Sortir du travail tant qu'il fait encore jour

Il aura présidé deux tables rondes. Lors de la première sur l'insécurité et l'immigration, les représentants des associations « Deux mains pour les enfants » et COSEM lui ont dépeint la situation : les jeunes déscolarisés qui

font dégénérer la moindre manifestation, les cambriolages de plus en plus violents avec atteinte aux personnes, les habitants obligés d'organiser des rondes pour pallier aux déficiences de la police et de la gendarmerie. Le Medef en a rajouté une couche en évoquant des journées de travail qui se finissent vers 17h30, « tant qu'il fait encore jour », par peur des agressions. Et qui demande la mise en place de vrais centres éducatifs fermés.

La maire de Sada, Anchya Bamana, traduit la difficulté par un exemple concret : « un de mes administrés s'est fait poignarder et veut se faire justice lui-même, les professionnels qui en ont la charge ne le faisant pas. »

C'est un peu abasourdi que le maire de Bordeaux clôturera la table ronde, « Je n'avais pas pris conscience de la gravité de la situation. Le débat entre sentiment d'insécurité ou insécurité est fini là ! On est dans l'insécurité. »

#### A l'impossible nous semblons être tenus

Ce sont les problématiques de la jeunesse qui ont été détaillées ensuite. Par Rivo tout d'abord qui rappelait le manque de salles de classes, de cantines, alors que comme le rappelait Eric Hourcade, « les élèves ici ont une grande confiance dans l'Education nationale et ses enseignements. »

Le conseiller départemental en charge de l'action sociale et de la Santé, rappelait la montée en charge indispensable de son budget de 4 millions à 20 millions d'ici 2020, s'il voulait remplir

ses compétences. Il en a profité pour dévoiler le Schéma de l'enfance, «en quatre points principaux : le renforcement de la prévention spécialisée, le développement du dispositif d'accueil familial avec un objectif d'une centaine de familles d'accueil, l'accompagnement financier de l'Etat à travers un décret à venir du conseil d'état et un dispositif départemental d'accueil d'urgence. » Mais aussi évoquer le constat: « nous n'avons pas les moyens, mais vu la situation, nous ne pouvons nous contenter de dire 'à l'impossible nul n'est tenu'! »

#### « Comment construire des écoles sans maîtriser le flux migratoire ?! »

Ce sera Faouzia Cordjee, leader d'entre toutes les Femmes leader de Mayotte, qui avec ses emportements habituels aura fait la synthèse entre les insuffisances de l'Etat en matière d'insécurité et d'immigration, pour évoquer le ras le bol d'une situation tendue : « L'année prochaine, on aura besoin de 20 millions de plus pour la politique sociale ! Comment construire des écoles et des hôpitaux sans maîtriser le flux migratoire ?! » « Vous poussez un coup de gueule, et vous avez raison ! », répondait Alain Juppé.

Le risque était d'avoir un candidat LR s'attaquer systématiquement aux mesures du gouvernement en place. S'il ne s'en est pas gêné pour la politique pénale, il a indiqué vouloir garder le système des rythmes scolaires, par exemple, lorsque cela fonctionne.

Les sympathisants l'attendaient ensuite au Caribou pour un dis-

cours-bilan de sa journée, mais aussi politique en revenant sur le résultat des régionales, « où nous avons remporté 7 régions. »

Le candidat aux primaires, « pas seulement des Républicains, mais aussi de la droite et du centre », n'a rien pu faire d'autre que d'écouter, comprendre et proposer quelques pistes qui pourront servir, peut-être un jour de mai 2017, si les urnes lui en donnent la possibilité.

Anne Perzo-Lafond

## Politique

### Alain Juppé et la piste longue



*Alain Juppé scrute le plan du rallongement de la piste à Pamandzi*

En sortant de sa brève rencontre avec le président Soibahadine Ramadani, Alain Juppé s'arrêtait devant le plan de la piste longue,

affichée au mur du bureau : « Vous allez bientôt avoir trois liaisons hebdomadaires avec la métropole, la piste est-elle assez longue ? », s'enquerrait le candidat LR. « Oui, c'est le choix de l'avion qui a été déterminant », répondait le président du département qui raillait sur l'allongement de la piste, remis à beaucoup plus tard, « 2050 au moins ! »

## Faits divers

# Fin de garde à vue pour le responsable d'une famille d'accueil, mais poursuite de l'enquête



**Un père célibataire de famille d'accueil a été placé la semaine dernière en garde à vue. Une dénonciation en provenance du parquet de La Réunion, où il habitait, le met en cause pour infraction sexuelle, par un membre de sa famille.**

Bien que cela n'ait aucun rapport, il se trouve qu'il avait récemment fait l'objet d'un retrait d'enfants : ayant obtenu une double dérogation de la Direction de la solidarité et du Développement social, il accueillait en effet 9 enfants là où la loi n'en autorise que 3. Un état de fait lié à la pression du phénomène d'enfants isolés à Mayotte. On sait que l'Inspection Générale

des Affaires Sociales (IGAS) était venue à Mayotte le mois dernier sur la recommandation de la Défenseure des droits des enfants. Outre le fonctionnement global de la Direction générale de la solidarité et du développement sociale l'action sociale (DGAS), des cas de maltraitance au sein des familles d'accueil sont dénoncés dans un rapport qui doit être rendu public en janvier.

Une inspection liée au passage de la Défenseure des droits, avait conclu à un surnombre dans 3 familles, et à la nécessité de placer ailleurs certains des enfants recueillis. « Chez lui, quatre avaient été déplacés, nous devons peu

à peu nous conformer à la loi », souligne Issa Issa Abdou, 4ème vice-président chargé de l'Action sociale et la santé. Il rappelle qu'à Mayotte 76 familles d'accueil s'occupent de 340 enfants... soit un ratio de plus de 4 enfants par famille, donc des dérogations assurées. « C'est pourquoi notre objectif vise une centaine de familles d'accueil, mais nous avons besoin du soutien de l'Etat », rappelle le conseiller.

## Près de 1.200 euros par mois par enfant

La fratrie n'ayant pas été séparée, 5 restaient placés dans cette famille, il bénéficiait donc toujours d'une dérogation et de la confiance de l'ASE. A titre d'information, une famille d'accueil est dédommagée de 600 à 1.200 euros mensuels par enfant placé, en fonction de la couverture offerte. Il était, selon nos informations, dans le haut de la fourchette. L'homme avait alors contesté la décision auprès du tribunal qui l'avait débouté le 14 décembre dernier.

Mais cette semaine, une plainte contre lui a été transmise aux magistrats du parquet de Mayotte par leurs pairs de La Réunion, pour infraction sexuelle. Elle est déposée par un membre de sa famille.

Les enfants ont été entendus cette semaine par la gendarmerie, alors que l'homme était en garde à vue à la brigade de gendarmerie Mamoudzou. Aucune plainte n'a cependant été déposée contre lui à Mayotte. Il est sorti de garde à vue ce vendredi à 13h15 et l'enquête se poursuit. Les enfants ont tous été placés en attendant.

A.P-L.

## Faits divers

# « Troubles graves à l'ordre publics », indiquent les gendarmes



**Le samedi 19 décembre 2015 à 19h40, plusieurs jeunes de la communes de Dzaoudzi-Labattoir, armés de bâtons de baseball, de barre de fer, de chombo et bâquilles se regroupent au niveau du boulevard des Amoureux à Pamandzi avant de se rendre dans la commune voisine à la place du congrès afin d'affronter la bande rivale de cette commune.**

Plusieurs appels téléphoniques indiquent la présence de groupes de jeunes armés et cagoulés dans différents endroits de Pamandzi, le marché des Décasés, la route du stade ainsi que la route de l'AJP avec pour point de convergence la place du congrès à Pamandzi.

Toute ceci fait suite à un début de bagarre qui a eu lieu hier soir dans le village de Pamandzi.

Un dispositif de sécurisation est mis en place afin de cloisonner, fixer et interigner les mis en cause et faire cesser les troubles.

Au cours de la nuit, quatre jeunes sont interpellés, dont un trouvé porteur d'une cagoule et un couteau, un jeune est retrouvé quasi inconscient sur la chaussée dans le centre ville de Pamandzi, passé à tabac par une trentaine d'individus

Devant les faits, un groupe de gendarmes du peloton d'intervention de Hirson viennent en renfort des

militaires se trouvant sur le terrain en petite terre.

Un peu plus tard dans la nuit, les effectifs sont engagés à Labattoir pour une jeune homme blessé par arme à feu. L'individu a été victime d'un tir par un pistolet à plomb. Cette agression est liée aux affrontements entre bandes. Quelques temps après, 2 autres victimes sont identifiées pour des blessures identiques.

Dans le même temps, une bande d'environ 20 jeunes de Grande Terre est contrôlée en direction de la barge Petite Terre. Un individu est interpellé en possession d'un hachoir ( feuille de choux ).

Au total, 5 individus sont interpellés pour participation à un at-troupement armé, 4 individus sont victimes de ces affrontements, dont un évacué eu égard à ses blessures au CHM de Mamoudzou.

En conséquence, divers dispositifs seront mis en place :

- Des dispositifs de gendarmerie particulièrement conséquents seront mis en place tout au long des vacances scolaires afin de garantir la tranquillité à l'ordre public sur petite terre.
- L'enquête a été confiée à la Brigade de Pamandzi avec le renfort de la Section de Recherche.
- Au total 30 gendarmes ont été déployés durant toute la nuit pour sécuriser la zone

## Environnement

# Les artistes comoriens s'unissent pour sauver la forêt avec l'ONG Dahari



*Des brûlis détruisent une nature jusqu'alors inviolée pour laisser place aux cultures*

**Ce n'est pas seulement un thème à la mode: la déforestation doit nous impliquer tous, sur le mode « un arbre abattu-un arbre replanté ». L'association Dahari a choisi de s'investir dans cette cause. Un projet qui veut fédérer les comoriens de la planète. Mayotte ferait bien de s'en inspirer.**

Pour lutter contre la déforestation à Anjouan, Dahari va produire un album avec les artistes comoriens. Le projet sera financé par une campagne de financement participatif (crowdfunding) lancée depuis le 2 décembre via la plateforme en ligne Indiegogo. Le montant à récolter s'élève à 60.000 \$. Les donateurs pourront apporter leur soutien à Dahari et aux artistes, en pré-commandant l'album ou en achetant d'autres contreparties, y compris des circuits touristiques sur mesure organisés par Dahari.

Avec l'argent collecté, l'ONG Daha-

ri va planter 150.000 arbres en 2016 avec les communautés comoriennes pour augmenter les revenus des agriculteurs, pour protéger les sources d'eau et fournir de la nourriture pour la biodiversité endémique. « Le but global est d'augmenter les revenus agricoles et de sécuriser les ressources en eau de 35.000 des plus pauvres comoriens, ainsi que de sauver la roussette de Livingstone, une espèce menacée d'extinction », indique l'association.

### Un album pour la forêt

Les artistes Maalesh, Cheikh MC, Eliasse, Mounawar, Costy, Dadi-poslim et Goulam ont déjà répondu à l'appel lancé par le groupe anjouanais Ouvoimoja. La musique d'Ouvoimoja, un mélange de reggae, de folk et de mgodro comorien, parle de la beauté des Comores et de la dure réalité de la vie dans ces îles. L'album Sing for Comoros Forests

sera utilisé par Dahari pour motiver les jeunes générations et la diaspora à se réunir pour l'avenir des Comores, en diffusant largement l'album dans les villages et en organisant une tournée de concerts.

« Dahari est une ONG comorienne créée en février 2013, née du projet Engagement Communautaire pour le Développement Durable. Elle profite de l'expertise, de l'équipe qualifiée ainsi que des partenaires privilégiés du projet qui a travaillé aux Comores entre 2008 et 2013. Depuis 2013, elle développe des techniques qui donnent du pouvoir aux communautés pour stopper la déforestation tout en assurant des meilleurs revenus. Aujourd'hui Dahari a déjà soutenu 3.500 comoriens à augmenter leurs revenus par l'agriculture, et a développé les premières initiatives de gestion forestière aux Comores pour protéger les ressources en eau et la biodiversité. »

La zone d'intervention actuelle de l'ONG s'étend sur onze villages des communes d'Adda-Daoueni, Sima, Moya et Ngandzalé. Un plan stratégique pour 2015 à 2020 est publié avec objectif d'étendre les interventions au niveau national. Elle est financée, entre autres, par l'Union Européenne, le Fonds de Partenariat pour les écosystèmes critiques, le Programme Franco-Comorien de Codéveloppement.

60 jours pour donner

La campagne de financement participatif de Dahari a été lancée le 2 décembre sur le site Indiegogo.com, pour une durée de 60 jours. « C'est aussi l'occasion pour les comoriens de la diaspora de s'investir concrètement dans une cause vitale pour le pays. Pour en savoir plus, rendez-vous sur la page de collecte. »

**Emploi**

# Première promotion de gendarmes locaux à Mayotte



*En compagnie de leur instructeur l'adjudant Thévenin*

**« Recruter localement, former localement pour être actif localement, c'est l'objectif que nous visons à terme », indique le colonel Jean Gouvert. Pas une grosse promotion, mais des gendarmes qui auront au moins l'expérience du terrain, tout en acquérant celle du métier.**

C'est la première fois qu'une formation initiale de gendarmes adjoints volontaires est organisée à Mayotte. En l'absence d'école dans les départements d'outre-mer, c'est un instructeur qui se déplace sur place. C'est donc l'adjudant Thévenin, détaché de l'école de Montluçon, qui est arrivé à Mayotte le 19 octobre dernier pour conduire la formation de deux mois.

Au départ, 50 dossiers ont été retenus, mais après plusieurs sas, seuls 8 répondaient aux critères, dont 7 étaient reçus et recevaient ce vendredi matin leurs képis. Une cérémonie qui se déroulait en présence du colonel Jean Gouvert, du procureur Joël Garrigue, de la sous-préfète Florence Ghilbert-Bezart, du chef de corps du DLEM et du maire de Pamandzi Mahafourou Saïdali, et des familles des nouveaux gendarmes.

## « Pas des plus reposants ! »

C'est la découverte conjointe de la vie professionnelle et des valeurs militaires qui ont motivé ces jeunes : « ils ont tous le Bac, et l'un d'entre eux a une licence », explique l'adjudant Thévenin. Les jeunes se

sont engagés pour 2 ans, suivis d'un contrat de trois ans renouvelable une fois. Pendant ce laps de temps, ils peuvent préparer un concours de sous-officier, ou une reconversion, « notamment dans les métiers de la sécurité », précise le colonel Gouvert. Ils seront 5 à se confronter au terrain, dont deux, Samir-Ben Saïd et Abdoul Karim Madi, sont affectés à la brigade de Mamoudzou, « une brigade pas facile qui couvre Dembéni et Koungou, pas des plus reposant ! », met en garde le commandant de la gendarmerie, deux autres, Soudassi Soulaimana et Abdou Rahamane Madi, au Peloton de surveillance et d'intervention (PSIG) de Mamoudzou, « où il faut avoir la pêche, être prêt à bondir », alors qu'Andrinaaina Leroy partira seconder le maître chien en Petite Terre. Les équipes cynophiles sont chargées de la recherche de personnes disparues, et de découverte de produits stupéfiants, d'armement ou de fausse monnaie.

C'est dans des fonctions logistiques que sont affectés Ahamadi Daoudou, à l'immobilier, et Naouir Houmadi, à la section équipement logistique.

## Appel aux candidatures locales

Avoir dans ses rangs des militaires qui possèdent la connaissance du terrain, de la culture ou de langue, est un atout indéniable : on a souvent vu au cours de manifestations des gendarmes mobiles quelque peu décontenancés par la hauteur de décibels du verbe local ou par des réactions de foule. A Mayotte comme dans les autres territoires ultramarins, d'ailleurs. C'est pourquoi « la Guyane avait initié ce processus de formation in situ, la Nouvelle Calédonie avait suivi le mouvement. Mayotte est donc le troisième territoire à l'organiser », précise le colonel Gouvert.

Pour autant, difficile selon lui de mettre en place une école de gendarmerie sur l'île : « Il faut une logistique énorme. De plus, nous avons déjà eu du mal à trouver des candidats pour cette première formation. Nous continuons à chercher des candidatures locales pour le prochain stage en 2016. »

Parallèlement, le nombre de réservistes mahorais est croissant, « près de 35 actuellement, et nous en ciblons 80 l'année prochaine. On a d'ailleurs pu les voir défiler lors de la dernière cérémonie du 14 juillet. »

Enfin, deux gendarmes mahorais ont accédé à des postes à responsabilité ces deux dernières années : le major Boura, 1er sous-officier, et le lieutenant Hambaly, commandant de brigade.

Et elles ont encore des visages d'anges, ces nouvelles recrues. « Je suis fier de ce que mon fils a décidé d'entreprendre »... une maman était émue ce vendredi lors du garde-à-vous des nouveaux gendarmes pendant l'envoi des couleurs.

Anne Perzo-Lafond

Le Journal de Mayotte  
www.lejournaldemayotte.com

Édité par la SARL BARA au capital de 400 euros

CPPAP : 0516Y92314  
I.S.S.N. : 2416-9714

Directeur de publication: Rémi Rozié

Contact commercial :  
07.85.05.96.59.

## Concours de beauté

# Miss Nord-Pas-de-Calais est Miss France 2016, l'Outre-mer en très bonne place



**Iris Mittenaere, Miss Nord Pas-de-Calais, devient Miss France 2016, offrant à la région un doublé après le sacre de Camille Cerf l'an dernier.**

L'Outre-mer obtient une place de choix dans cette élection réalisée pour moitié par le public et pour l'autre par un jury présidé par Jean-Paul Gaultier. Miss Martinique devient 1ère dauphine, Miss Tahiti 2e dauphine (après 3 années consécutives lors desquelles Miss Tahiti était 1ère dauphine) et Miss Réunion est 4e dauphine. Miss Côte d'Azur s'intercale en tant que 3e dauphine.

Il était 21h45 en métropole lorsque le public de TF1 a découvert Ramatou Rajiabo, Miss Mayotte, lors de la présentation des 31 candidates au titre de Miss France venues à Lille de toutes les régions métropolitaines et ultramarines. Ramatou, après une image du Mont Choungui, indiquait que la

couronne de Miss France est pour elle «un rêve». «Je la veux plus que les autres», n'a pas hésité à dire la représentante mahoraise.

Ramatou a ensuite défilé comme les autres candidates dans une robe «régionale» qui ne fut donc pas la création «kofia» mais un plus traditionnel salouva bleu revisité.

Malheureusement, après une nouvelle coupure pub, Miss Mayotte ne faisait plus partie des 12 dernières candidates en lice.

Miss France Mayotte 2012 Restaient encore en compétition après la 1ère vague d'éliminations, les Miss venues de Provence, Côte d'Azur, Nord-Pas-de-Calais, Bretagne, Aquitaine, Alsace, Languedoc, Centre-Val de Loire, Rhône-Alpes. L'Outre-mer était encore représenté par la Réunion, Tahiti et la Martinique... un petit aperçu des 3 océans.